

LA BELGIQUE ET LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE : UN ETAT DES QUESTIONS (*)

par

José GOTOVITCH

Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde
Guerre Mondiale et Université Libre de Bruxelles

Ce n'est point faire violence à l'histoire que de souligner d'emblée combien la guerre civile en Espagne joua un rôle déterminant dans certains affrontements sociaux, politiques et idéologiques en Belgique. En regard de quoi, à des titres divers et dans des sens parfois opposés, l'implication belge dans le conflit fut loin d'avoir des effets négligeables.

Quand il pèse la responsabilité des petits Etats dans ce qu'il appelait en 1942, "un authentique suicide des démocraties", c'est l'exemple belge que développe Pietro Nenni (1). Ce n'est point dû au hasard. Le prestige conservé de l'ancien Président de l'Internationale socialiste, Emile Vandervelde, son départ du gouvernement belge (janvier 1937) à propos de l'Espagne; l'action du Président en exercice de l'I.O.S., Louis de Brouckère démissionnaire à son tour pour cause d'Espagne; la crise profonde du parti socialiste (P.O.B.) associé au pouvoir sans interruption durant toute la guerre civile et opposé à "son" Premier ministre, Paul-Henri Spaak, à propos de la reconnaissance de Franco, tous ces éléments marquent bien la sensibilité belge aux événements d'Espagne. Et ces péripéties publiques recouvrent en fait des engagements bien plus profonds qui touchent au domaine des consciences, de la psychologie collective comme à celui des intérêts matériels.

(*) Intervention au colloque "L'Europe et la Guerre civile espagnole", organisé à l'Université de Barcelone, 29 septembre-1er octobre 1982.

(1) Dans l'article écrit en France en 1942 pour une revue américaine, publié en 1958 seulement en italien, en français l'année suivante, intitulé "Le drame de la non intervention", Nenni met particulièrement en relief la déchirure vécue par les socialistes belges. Pietro NENNI, *La guerre d'Espagne*, Paris, Maspero, 1959, pp. 102-104.

Pays producteur et exportateur d'armes, siège de sociétés financières et industrielles solidement implantées sur le territoire espagnol (2), la Belgique ne pouvait effectivement demeurer indifférente aux événements. La vigueur d'un mouvement ouvrier bien structuré dont l'antifascisme s'était déjà clairement manifesté, explique aussi pour une bonne part pourquoi dès le mois d'août 1936 des Belges combattent en Espagne avec les gouvernementaux (3). De nombreux réfugiés des pays fascistes qui y avaient trouvé asile partent s'engager (4). Par ailleurs, l'attention toute particulière au sort de l'Eglise et du clergé espagnols se comprend aisément dans ce pays où le catholicisme occupe une place capitale dans la vie publique.

Or toutes ces conditions n'ont pas suffi à susciter une littérature à la mesure des intérêts alors en présence, que ce soit des acteurs eux-mêmes ou ultérieurement des historiens. Le retard général de l'historiographie du temps présent en Belgique n'est pas seul en cause puisqu'aussi bien la période gagne peu à peu l'éloignement requis et que le secret des archives s'allège d'autant. Le débat de l'historiographie politique belge — en ce compris les auteurs étrangers (5) — porte bien plus sur la politique d'indépendance, pratiquée par les gouvernements du Roi depuis 1936, et dont la non-intervention en Espagne se voulait une application simple et automatique. Mais cette absence relève pour une bonne part des balbutiements de l'histoire des partis ouvriers et plus globalement de l'inexistence d'une approche scientifique de l'évolution des forces sociales belges dans l'entre-deux-guerres.

(2) Cfr *infra*, p. 529.

(3) Il s'agit notamment de certains participants aux Olympiades ouvrières qui devaient se tenir à Barcelone et de membres de l'USAF (Union Socialiste Antifasciste) — groupe de défense issu des Jeunes Gardes Socialistes et des Milices de Défense Ouvrière — principalement actif à Bruxelles. C'est l'un d'eux, René Pasque, qui tombe, en septembre à Irun. *Le Peuple*, 22 août, 6 et 11 septembre 1936. J. DELPERRIE DE BAYAC, *Les Brigades Internationales*, Paris, Fayard, 1961, p. 41.

(4) D.W. PIKE, *Les Français et la guerre d'Espagne 1936-1939*, Paris, PUF, 1975, pp. 157-158.

(5) Essentiellement anglo-saxons : D.O. KIEFT, *Belgium's return to neutrality*, Oxford, Clarendon Press, 1972. J.E. HELMREICH, *Belgium and Europe : A Study in Small Power Diplomacy*, La Haye, Mouton, 1976.

UNE BIBLIOGRAPHIE LIMITEE

Nous voudrions, à l'occasion de ce colloque, faire brièvement le point des connaissances en la matière.

Parmi les hommes qui conduisirent le pays en ces années, il se fait que les trois qui tinrent entre leurs mains les rênes de la politique étrangère ont laissé des mémoires : le ministre, le secrétaire général du Département, le directeur général de la Politique.

Alors même que son rôle dans la question espagnole, et particulièrement la reconnaissance finale de Franco, a fixé (négativement) son image pour une génération de socialistes, le ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak (également Premier ministre de mai 1938 à février 1939) accorde à l'affaire une demi-page à peine. En réalité il ne l'aborde que pour évoquer le sommet de la crise qui l'opposa à Vandervelde et aboutit au départ du gouvernement du vieux leader socialiste (6). On trouve cependant sous la plume de Henri De Man, membre du même Cabinet, un récit plus détaillé de l'incident (7). Fernand Van Langenhove, alors secrétaire général du Département, qui consacra sa retraite de diplomate à une activité féconde d'historien et de mémorialiste réserve à la question cinq pages d'un volume qui en compte quatre cents. En plein accord avec son ministre, il relève surtout les difficultés de ce dernier avec son parti sans apporter de révélations particulières (8). D'un tout autre ton sont les pages consacrées par le baron Van Zuylen, directeur général de la Politique, à la guerre civile. L'inspiration de l'auteur pendant les années trente coïncide parfaitement avec l'atmosphère des années de guerre froide qui voient la publication de son ouvrage (9). Neuf pages cette fois concernent notre thème. Nous aurons largement l'occasion de retrouver l'homme, ses options et attitudes au long des archives diplomatiques étudiées ci-après.

Avec la modération dont il ne se départissait jamais, le chef de la Droite parlementaire, Henry Carton de Wiart, a consacré plusieurs

(6) Paul-Henri SPAAK, *Combats Inachevés. I. De l'Indépendance à l'Alliance*, Paris, Fayard, 1969, p. 29.

(7) Dans *Après Coup*, paru en 1941 (Bruxelles, Toison d'Or), il consacre une page à Burgos (p. 261).

(8) Fernand VAN LANGENHOVE, "L'élaboration de la politique étrangère de la Belgique entre les deux guerres mondiales", *Académie Royale de Belgique, Mémoires de la Classe des Lettres in -8^o*, T. LXV, 1980, pp. 298-302.

(9) Baron P. VAN ZUYLEN, *Les mains libres. Politique extérieure de la Belgique 1914-1940*, Bruxelles-Paris, 1950.

pages de ses Mémoires récemment publiées à réaffirmer sans détails nouveaux, ses convictions proclamées au Parlement à l'époque (10). Et pour compléter cette maigre chasse du côté du pouvoir relevons que, de 1936 à 1939, l'Espagne n'intervient dans la publication officielle des documents diplomatiques belges qu'après la reconnaissance de Burgos (11).

Ayant quitté le pouvoir pour incarner la résistance à la politique suivie en la matière, Emile Vandervelde a par contre laissé des *Carnets*, (mal) publiés en 1966, qui révèlent bien la violence de la crise que la question d'Espagne souleva dans le Parti ouvrier (12). La dernière page (21 décembre 1938), précédant la mort du vieux leader de 6 jours, a d'ailleurs trait à une ultime démarche pour l'Espagne (13). Mais le caractère lapidaire des notes jetées sur le papier ne va pas au-delà des faits bruts, indications précieuses mais insuffisantes et que compense à peine l'édition de certaines pièces de ses archives (14).

(10) Comte H. CARTON DE WIART, *Souvenirs politiques (1918-1951)*, Bruxelles, Renaissance du Livre, 1981, pp. 197-199 et 217.

(11) Romrée de Vichenet à Pierlot, Saint-Sebastian, 25 août 1939. *Documents Diplomatiques Belges*, Bruxelles, Académie Royale de Belgique, Tome V, pp. 289-290.

(12) Emile VANDERVELDE, *Carnets 1934-1938*, Paris, Les Editions Internationales, 1966.

(13) Mercredi 21 décembre 1938, Vandervelde s'entretient auprès de Spaak pour amorcer la reprise des relations, rompues un mois plus tôt par le gouvernement républicain. VANDERVELDE, *op.cit.*, p. 123.

(14) Robert ABS, *Catalogue IV*, Bruxelles, Institut Emile Vandervelde, 1974 (ronéotypé). Soulignons la pauvreté — du moins à ce jour — des fonds d'archives de militants belges impliqués dans l'action en et pour l'Espagne républicaine. La guerre a joué là un rôle définitif. Ainsi les Archives de Camille Huysmans, ancien secrétaire de l'Internationale, président de la Chambre des Représentants de juin 1936 à avril 1939, bourgmestre d'Anvers depuis 1933, président de l'IOS en 1940, Premier ministre après guerre, sont d'une richesse irremplaçable pour les périodes de la II Internationale, la 2e guerre à Londres, l'après-guerre. Mais quittant Anvers en mai 1940, Camille Huysmans a détruit les dossiers fort compromettants couvrant les années de l'antifascisme. Cfr *Camille Huysmans. Geschriften en Documenten*, Anvers, Standaard, 1974, 5 volumes parus. Des circonstances analogues expliquent la disparition des archives antérieures à 1940 d'Isabelle Blume et Max Buset, députés socialistes fort impliqués dans la question espagnole. (Cfr L. et R. FLAGOTHIÉ, *Inventaire d'archives du Fonds Isabelle Blume*, Bruxelles, Fondation L. de Brouckère, 1980 et IDEM, *Inventaire d'archives du Fonds Max Buset*, même éditeur, 1982). Les précités, ainsi que Albert Marteaux, A. Gailly, A. Wauters et H. Rolin, tous militants de la gauche socialiste opposée au ministre Spaak, se retrouvèrent à Londres pendant la guerre. Leurs archives témoignent de cette césure destructive. Les Archives Paul-Henri Spaak sont demeurées jusqu'ici inaccessibles.

Si l'on excepte quelques brochures de circonstance, contemporaines des faits, un seul ancien des Brigades internationales a tenté de relater son expérience (15). Et quand on aura signalé l'édition de certaines interviews d'acteurs de l'époque, menées généralement par des journalistes (16), il faudra bien clore la liste des mémoires publiées utilisables.

La production scientifique est à la mesure ce qui précède. Un ouvrage et deux articles publiés, trois travaux de fin d'études inédits : le tour est fait. Nous tenterons de saisir les raisons intrinsèques de cette carence.

Très attentive à tout ce qui peut apparaître comme phénomène de subversion, l'École Royale Militaire s'est, la première, penchée sur les Brigades Internationales et partant, sur la guerre civile. Le lieutenant A. De Smet a réussi la gageure de fixer en très peu de pages le cadre général dans lequel s'inscrivirent respectivement la politique gouvernementale, la position des partis, l'action populaire et la participation belge tant aux Brigades Internationales qu'aux troupes de Franco. Il dressa d'ailleurs la première liste de ces combattants (17).

Après lui, deux axes de recherche se dessinent : l'opinion publique et les Brigades.

En fait d'opinion publique, c'est la presse qui est étudiée mais à chaque fois limitée dans le temps (une année) ou dans l'espace (une région). C. Celis avait un propos ambitieux : il s'agissait pour elle d'aborder le phénomène de la formation de l'opinion et elle traitait la question espagnole comme révélateur de la crise du régime parlementaire en Belgique (18). Cette analyse politiquement, linguistique-

(15) A. DE CONINCK, *Belgen in de Internationale Brigaden*, Bruxelles, Mase-reelfonds, 1972. En 1937, Mathieu CORMAN avait publié *Salud Camarada* (Ostende-Paris).

(16) En néerlandais, particulièrement la série de Joos FLORQUIN, *Ten huize van...*, Bruges, Orion, 1970-... Isabelle Blume. *Entretiens recueillis et présentés par J. Gotovitch*, Bruxelles, Fondation Jacquemotte, 1976.

(17) Lieutenant A. DE SMET, "Les partis politiques belges et la guerre civile espagnole (1936-1939)", *Res Publica*, IX, 1967-4, pp. 699-713. Cet article constituait le résumé du mémoire présenté à l'École Royale Militaire en 1966 pour l'obtention du titre de licencié en Sciences sociales et militaires sous le titre *La Belgique et la guerre civile espagnole (1936-1939)* (Ron., 86 pages). L'auteur a manifestement disposé de certaines sources militaires mais n'a pu, ni en faire clairement état ni les exploiter systématiquement.

(18) Chris CELIS, *De Belgische publieke opinie ten overstaan van de Spaanse Burgeroorlog (1936-1939) in 1936*. *Persstudie*, Eindverhandeling Hedendaagse Geschiedenis (inédit), Katholieke Universiteit Leuven, 1973, Ron., 325 p.

ment et géographiquement complète, limitée à 1936, établit un excellent et intelligent constat des positions prises par les différents courants politiques en Belgique à travers les journaux qui les expriment. Mais ce travail, malheureusement inédit, ne va pas au-delà et ne réalise pas les ambitions initiales. La volumineuse et minutieuse étude de M. Rorive pâtit de l'angle curieux par lequel elle est abordée : l'examen parallèle de journaux de gauche liégeois avec un journal de droite. Elle embrasse en revanche la période 1931-1939 (19). La richesse du matériel rassemblé, les commentaires pertinents qui s'y glissent soulignent combien les exigences académiques souvent mutilent ou bien noient un travail intéressant. Ici, à défaut d'une étude qui aurait pu être passionnante sur la gauche liégeoise et l'Espagne, nous disposons de l'analyse de presse classique à laquelle le talent de l'auteur a pu parfois faire franchir les frontières étroites de la succession des citations. Avec ce qui précède, nous n'avons pas dépassé le niveau documentaire, caractéristique quasi obligée des travaux d'étudiants. C'est donc une double barrière qu'ont franchie les ouvrages suivants : barrière méthodologique dans un cas, utilisation d'archives judiciaires et surtout définition d'une problématique dans l'autre.

Ward Adriaens a porté les 372 noms réunis par A. De Smet à 888 (20). L'approche sociologique qu'il esquisse au départ de ces données confirme effectivement certaines idées reçues : prédominance écrasante de l'élément ouvrier, anti-fasciste militant et d'âge relativement mûr; grosse proportion d'étrangers; rattachement sous

(19) Marcelle SIMON-RORIVE, *La presse de gauche éditée ou diffusée à Liège face à la deuxième République d'Espagne (1931-1939). Etude de ses différentes tendances, ainsi que de ses divergences avec le quotidien liégeois bénéficiant de la plus large audience : La Meuse*, Mémoire de licence (inédit) Histoire, Université de Liège, 1970, Ron., 342 p. A.M. AZNAR a présenté à la Faculté des Sciences Politiques de l'Université de Bruxelles un mémoire abusivement intitulé *La guerre civile d'Espagne vue par la presse belge d'expression française* (Ron., inédit, 200 p.) qui n'en constitue en fait qu'un choix très limité et peu significatif.

(20) Le travail initial de Ward ADRIAENS est constitué par son mémoire (inédit) de fin d'études en histoire : *Getuigenissen van Vrijwilligers uit België die streden in de Internationale Brigaden voor het republikeins Spanje (1936-1939)*, Vrije Universiteit Brussel, 1976, ron. Très soigneusement élargi et redécoupé, ce travail a été édité, très richement et originalement illustré : Ward ADRIAENS, *Vrijwilligers voor de Vrijheid, Belgische anti-fascisten in de Spaanse Burgeroorlog*, Leuven, Kritak, 1978, 140 p.

une forme ou l'autre au parti communiste, à ses organisations de masse ou à la gauche socialiste. Il est important de retenir que la trentaine d'interviews recueillies fondent et amplifient ces données. Mais loin d'y voir une confirmation, nous pensons, avec R. Van Doorslaer, que les noms rassemblés *et* les interviews recueillies émanent simplement du même milieu (21). De par les sources consultées, n'ont pu être connus et éventuellement retrouvés et interrogés que les volontaires qui ont laissé une *trace politique* préalable et/ou postérieure à leur engagement. C'est précisément la présence de tous les autres qu'a très remarquablement mise en lumière la micro-étude du dernier nommé, consacrée aux volontaires d'une seule agglomération et menée au départ d'archives espagnoles mais surtout judiciaires et sociales belges (22).

Quand ainsi des statistiques plus précises peuvent être dressées et qu'y figurent les "sans nom", de tout autres conclusions en émergent qui témoignent de l'ampleur et de la durée de la crise de 1930 dans ses retombées sociales, mais éclairent également le milieu dans lequel opérait alors le Parti Communiste. Tout cela, il faut le souligner, dans la partie flamande du pays où les structures économiques et les traditions historiques commandent une répartition politique fort différente de celle de Bruxelles et de la Wallonie. A défaut de pouvoir généraliser ces conclusions à l'échelle du pays, la méthode utilisée dans ce cas ouvre la voie à l'étude scientifique des Brigades.

Un aussi maigre butin permet-il la moindre conclusion ? Il serait trop facile de relever tous les aspects non encore abordés, y compris

(21) Recension de l'ouvrage précité in *Bulletin du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale*, no. 9, mars 1979, pp. 37-39.

(22) L'auteur a dépouillé les archives du Servicios Documentales de Salamanque. Mais surtout il a pu disposer d'un dossier du Tribunal de Première Instance de Gand où étaient consignées certaines poursuites instruites à charge de volontaires. Enfin les archives de l'ancienne Commission d'Assistance publique de Gand lui ont permis de situer socialement quelques-uns des cas envisagés. R. Van Doorslaer a porté à 1.100 le nombre de volontaires identifiés en provenance de Belgique. Rudi VAN DOORSLAER, "Les volontaires gantois pour les Brigades Internationales en Espagne. Motivations du volontariat pour un conflit politico-militaire", *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1980, pp. 145-188. Cfr également IDEM, *Joodse antifascistische immigranten uit België in de Internationale Brigaden*, Bruxelles, 1981 (Werknota 11, Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de tweede wereldoorlog), Offset, 6 p.

les silences des histoires générales et des biographies historiques (23). Aspects politiques, diplomatiques, économiques : le choix est vaste mais autre chose est de disposer des sources adéquates pour en mener l'étude à bien. Archives de la police des étrangers et de la Sûreté publique hermétiquement closes; archives judiciaires à peine entrebâillées au gré de décisions sans appel des Procureurs généraux; archives des ministères bloquées — à une exception près — par la règle des cinquante ans et les retards de classement, inconvénients pesant le plus souvent aussi sur les archives privées versées dans les institutions publiques; disparition ou dispersion des papiers des organisations socialistes, communistes, syndicales pour ces années, sauf à en retrouver trace dans les archives de police qui elles... La boucle est ainsi bouclée... Il faut donc en la matière oeuvrer en artisan, en prospecteur d'archives, en créateur de sources orales. C'est ce qui donne tout son prix, malgré leur caractère partiel, aux deux derniers travaux évoqués.

Mais il ne faut pas se cacher que la pauvreté documentaire se conjugue avec deux obstacles de nature subjective.

Le problème *politique* majeur posé par la guerre d'Espagne en Belgique se situe, sans démonstration nécessaire, au sein du Parti socialiste, déchiré entre ce que, pour simplifier, on peut appeler le mouvement naturel du coeur et des convictions de ses militants, et sa participation gouvernementale. En termes différents il est vrai, on est fort proche du problème de Léon Blum. Les autres forces, qu'elles soient politiques, idéologiques ou économiques, se cantonneront très vite dans une position confortable, conforme à leur nature, leurs penchants et objectifs de classe. Il est de fait qu'abordant ce problème crucial de l'histoire de la social-démocratie entre les deux guerres — car la question déborde évidemment le seul cas espagnol —, la plupart des auteurs ont adopté une position de type moral. Ils opposent masses fidèles aux principes et leaders "renégats". Ou bien, à l'inverse, mais pratiquant une réduction tout aussi idéologique, d'autres baptisent réalistes efficaces les "renégats" et généreux mais inutiles rêveurs leurs adversaires. Malheureusement pour les uns et les

(23) Ainsi un ouvrage vieilli mais auquel il est toujours fait référence en matière d'histoire diplomatique de la Belgique, ne mentionne pas l'Espagne : O. DE RAEYMAEKER, *Belgie's internationaal beleid 1914-1939*, Bruxelles, Standaard, 1945. Dans sa biographie de Paul-Henri Spaak, J. Willequet consacre effectivement quelques pages à cet épisode de la vie de "son héros" dans l'optique exclusive de ce dernier. Jacques WILLEQUET, *Paul-Henri Spaak. Un homme, des combats*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1975.

autres, les "renégats" bénéficièrent en général de l'appui des masses et le "réalisme" des autres n'évita aucune catastrophe. Il n'est pas possible d'analyser et de comprendre avec des outils conceptuels aussi élémentaires, en évitant l'examen des forces sociales réellement en présence au sein même de la social-démocratie et autour d'elle, sans mettre à jour les courants idéologiques qui la traversent, sans démonter les mécanismes de prise de décision. Ce travail-là est bien sûr entamé en Belgique mais depuis trop peu de temps pour que nous puissions — en ce qui nous concerne — en tirer profit.

Mais un second obstacle prend racine dans la subjectivité. Il s'agit de la persistance de mythes tenaces — particulièrement valorisants et par là même d'autant plus résistants — véhiculés dans la mémoire collective. L'ampleur du mouvement populaire d'aide à l'Espagne Républicaine, racontée, célébrée, magnifiée, a induit, comme une vérité tellement évidente qu'elle servit de référence sans démonstration, l'idée de l'unité de la gauche qui en aurait été le ferment. Forcée enfin à cette occasion, perdue à la veille de la guerre du fait du Pacte germano-soviétique, cette unité se serait ressoudée dans la résistance à l'occupant hitlérien. Pour avoir mené des dizaines d'interviews de résistants de gauche, l'auteur de ces lignes a recueilli autant d'évocations lumineuses des ferveurs unitaires de "l'aide à l'Espagne". L'étude de la période de guerre nous avait déjà convaincu de l'inconsistance, à tout le moins de la relativité de cette vision des choses pour cette époque (24). Mais nous devons confesser qu'à recueillir ainsi, sans l'étudier vraiment, la tradition de la "période espagnole" de ces militants, nous en fûmes victime. D'avoir préparé, avec elle, la biographie d'Isabelle Blume, si proche de Negrin en Espagne et à Londres, qui incarnait ce rêve unitaire avec toujours autant de ferveur 40 années après, n'a pas peu contribué à nous maintenir de bonne foi dans le mythe (25).

(24) Cfr notamment José GOTOVITCH, "Guerre et libération, jalons pour une étude", *Le Parti Communiste de Belgique (1921-1944)*, Bruxelles, Chema, Fondation J. Jacquemotte, 1980, pp. 65 et sv. et IDEM, *De Belgische Socialisten in Londen*, Anvers, Standaard, 1980 (Camille Huysmans. Geschriften en Documenten. Vol. VIII).

(25) Isabelle Blume (1882-1975), militante socialiste, fut la 2^e femme député socialiste au Parlement belge en 1936; animatrice de l'aide à l'Espagne Républicaine, se rendit à plusieurs reprises en Espagne, organisa l'accueil des enfants espagnols en Belgique. Farouche adversaire de la politique de non intervention. A Londres en 1940, elle hébergea Negrin. Exclue en 1951 du Parti Socialiste pour sa collaboration avec les communistes sur les problèmes du réarmement alle-

Ainsi s'explique le sujet annoncé il y a quelques mois pour ce colloque. De là découle à présent, étude faite, une confusion qui n'est pourtant pas sans profit : la possibilité pour l'historien de découvrir le champ d'un mythe, ses mécanismes de transmission, de conviction.

UNE CHRONOLOGIE BELGE DE LA GUERRE CIVILE

La chronologie spécifique de la question espagnole en Belgique s'insère dans une période particulièrement mouvementée de la vie politique et sociale belge. Elle ne coïncide pas nécessairement avec les étapes de la guerre civile. Elle est rythmée par les manifestations populaires, les discussions de congrès, les débats et interpellations parlementaires, les décisions gouvernementales. Mais parallèlement à cette activité publique, chemine une chronologie souterraine : les diplomates, mais aussi les hommes d'affaire l'établissent, sans compter par ailleurs, les réseaux clandestins de la République. Nous y reviendrons dans la dernière partie de cette communication.

Juillet 1936, dans l'histoire politique belge, se situe très loin des préoccupations ibériques. C'est le 20 de ce mois que Paul-Henri Spaak annonce en effet son intention de mener, à la tête du Département des Affaires étrangères dont il vient de prendre les rênes, "une politique exclusivement et intégralement belge". Et il précise clairement en privé qu'il entend bien ne pas faire la politique de la IIe Internationale (26).

La coalition en place porte les couleurs de l'Union Nationale : catholiques, libéraux et socialistes se sont associés pour résister à l'irruption dans le pays et au Parlement d'une extrême-droite bicéphale. Plutôt mussolinienne d'inspiration, elle s'incarne à Bruxelles et au Sud du pays dans le Rexisme de Léon Degrelle. Le nationalisme flamand en est le ferment en Flandres : profondément catholique, le V.N.V. n'en sera pas moins fort réceptif aux accents d'Outre-Rhin. Les deux formations ont conquis respectivement en mai 1936, 21 et 16 sièges (sur 202) à la Chambre. Si l'accès au pouvoir

mand elle devint membre de la direction du Conseil Mondial de la Paix. Adhéra à la fin de sa vie au P.C.B.. Cfr *Isabelle Blume, op.cit.*, note 16.

(26) Paul-Henri SPAAK, *op.cit.*, pp. 44-47.

leur est barré par l'union de leurs adversaires, elles n'en vont pas moins peser lourdement sur les options des droites classiques : horreur du rouge d'un côté, exaspération nationaliste de l'autre. A l'opposé, mais dans des proportions beaucoup plus limitées, le parti communiste traduit en termes électoraux (9 sièges) une implantation au sein de la classe ouvrière belge acquise seulement depuis et à travers les grèves de 1932. Cette présence communiste sur le terrain influera sur le comportement socialiste (27).

Ainsi, avec des variations mineures et des crises majeures (28), le décor est planté, qui demeure tout au long de la guerre civile : des cabinets d'union nationale au sein desquels un ministre socialiste conduit la politique étrangère, maintenant à travers vents et marées le cap de l'indépendance.

L'Espagne bénéficie sans doute du premier acte positif de cette politique. Daté de Lucerne où le Souverain passe ses vacances, un arrêté royal du 4 août soumet à licence le commerce des armes de guerre. La mesure est d'ailleurs rapidement ajustée aux faits car le 19 août, à Lucerne toujours, Léopold III signe l'arrêté étendant la mesure au transit de ces armes (29). Avant qu'en ait été formulée la proposition par la France, le 8 août, la Belgique appliquait la non-intervention en Espagne. Dès le 15, elle s'y rallie explicitement.

C'est qu'en effet dès les premiers jours du conflit, le pays est le théâtre de tractations, discrètes d'abord, clandestines ensuite. Des armes changent de main, des perquisitions sont menées, des saisies faites, des arrestations et des refoulements opérés. On touche parfois au rocambolesque quand un agent du gouvernement espagnol oublie une serviette hautement compromettante dans un train. La Justice s'en empare... mais des fuites profiteront à l'extrême-

(27) A défaut d'une synthèse scientifique actualisée de l'histoire de Belgique entre les deux guerres, on pourra faire usage avec profit du travail de C.-H. HÖJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Uppsala, 1946, rééd. C.R.I.S.P., Bruxelles 1969. On consultera utilement *La Wallonie. Le Pays, Les Hommes. Histoire. Economies. Société*, t. II, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1976. Pour approfondir bien des aspects, la collection de la *Revue Belge d'Histoire Contemporaine* qui paraît depuis 1969, offre des études irremplaçables.

(28) En fait, trois Cabinets vont se succéder de juin 1936 aux élections anticipées d'avril 1939, changeant de tête mais non de composition, mise à part l'éphémère coalition catholique-socialiste de février 1939. Des choix de politique économique mais surtout les oppositions linguistiques motivent les crises successives.

(29) Arrêté royal du 4 août 1936, *Moniteur belge*, 5 août 1936. Arrêté royal du 19 août 1936, *Moniteur belge*, 20 août 1936.

droite (30) !

C'est par cet aspect que l'affaire d'Espagne envahit, après les colonnes des journaux, pour la première fois la tribune du Parlement. Le 18 novembre au Sénat, le 24 à la Chambre, des interpellations parallèles et opposées se déroulent : rexistes et droites en appellent à la Justice pour réprimer les trafics d'armes et d'hommes; la gauche socialiste et communiste, outre qu'elle dénonce l'expulsion de prêtres espagnols républicains (31), met en cause la non-intervention.

Le Ministre de la Justice, le libéral François Bovesse (dont la loi contre les milices privées porte le nom), détaille l'action des parquets et prouve ainsi sa détermination à faire appliquer rigoureusement les lois. Paul-Henri Spaak quant à lui, saluant avec émotion les discours du communiste Relecom et surtout d'Isabelle Blume qui rentre d'Espagne, n'en développe pas moins la philosophie à laquelle il se tiendra tout au long de ces mois : la non-intervention est la seule politique belge possible pour préserver l'unité du pays, déchiré sur cette question également, et sauvegarder la paix européenne. Le gou-

(30) Le récit détaillé en est offert par les interpellations et surtout par les réponses du ministre de la Justice. *Annales parlementaires, Sénat*, 18 novembre 1936 et *Annales parlementaires, Chambre*, 24 novembre 1936. Après des incidents mineurs en août, le 16 septembre le "journaliste" espagnol Huerta oublie une serviette dans un train. Les documents qu'elle contient révèlent au Parquet le détail de multiples contrats passés avec des firmes belges pour l'achat d'armes et de munitions. Les documents impliquent l'ambassade du Mexique à Paris, celle d'Espagne à Bruxelles, divers intermédiaires espagnols, mais surtout ils découvrent le rôle central joué par le secrétaire national du POB Jean Delvigne. Une multitude de perquisitions sont opérées qui amènent la saisie d'armes sur un bateau à Ostende, la découverte de dépôts à Anvers, Bruxelles, Liège. Jean Delvigne devient aussitôt la cible d'une campagne violente de toute la presse de droite. Dans ses carnets, Vandervelde révèle qu'il dut peser de tout son poids au gouvernement pour que soit reconnue l'absence d'infraction et que Delvigne ne soit point poursuivi (VANDERVELDE, *op.cit.*, p. 41). Il reste que le père, Isi Delvigne, pressenti comme Commissaire royal à l'Armement, se verra préférer in extremis Joseph Bondas, autre leader syndical liégeois (Cfr Interview de J. Delvigne : *Volksgazet*, 23 septembre 1936). Jean Delvigne accomplira d'importantes missions en Espagne.

(31) Deux prêtres espagnols fidèles à la République, José Gallegos, chanoine à Cordoue, et Leocadio Lobos, sociologue, de la paroisse de Madrid, se voient refuser l'autorisation de conférencier en public sur la Tragédie espagnole. La réunion du 9 novembre est transformée en soirée privée mais par la suite ils se voient interdire par le Cardinal Van Roey l'autorisation de dire la messe en même temps qu'un ordre d'expulsion — dont le ministre revendique la paternité — les atteint le 13.

vernement d'Union Nationale concède donc à la droite l'application rigoureuse des lois, en en comblant, on le verra, les lacunes; vis-à-vis de la gauche, il traduit son émotion et s'en tient, à ce moment, à l'affirmation non équivoque de l'existence d'un seul gouvernement espagnol (32).

Le premier vote exclusivement "espagnol" intervient en conclusion de ces interpellations. Les résultats en sont exemplatifs. La majorité appuie massivement le gouvernement. Rexistes, nationalistes flamands et communistes disent non pour des motifs opposés. Mais par l'abstention émerge alors un petit groupe socialiste dont les membres s'opposeront systématiquement à la non-intervention : ils sont alors 6 sur 70 (33).

Très peu de temps après, sous la pression des Parquets, le ministre Bovesse va faire voter, au pas de charge, la loi complémentaire permettant de mieux poursuivre le recrutement pour une armée étrangère. Les députés votent le jour de Noël, les sénateurs la veille de l'An ! Au sein du gouvernement, l'opposition violente de Vandervelde en avait exclu l'aide désintéressée (34).

Mais les moments les plus marquants, en termes belges, de la question espagnole se situent aux charnières des années 1936-1937; puis, deux ans plus tard, au tournant de 1938 à 1939.

L'affaire dite de Borchgraeve — la seule apparemment qui vaille à la Belgique citation dans les travaux étrangers (35) —, éclate publi-

(32) Dès juillet, révèle à la tribune Louis Piérard, en commission des Affaires étrangères un député rexiste demandait la reconnaissance de Franco. *A.P.C.*, 26 novembre 1936. On verra qu'il n'est pas seul à penser de la sorte.

(33) Sur 169 députés, 119 votent la confiance, 41 votent contre, 9 s'abstiennent, dont les six socialistes : Blume, Brunfaut, Marteaux, de Bruxelles; Delbrouck, Sainte de Liège; Petit, du Borinage. Vandervelde, alors ministre, vote évidemment la confiance.

(34) Il s'agit de la loi "complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service" du 31 décembre 1936, *Moniteur belge* du 1er janvier 1937. L'attitude de Vandervelde, mentionnée dans ses *Carnets* (*op.cit.*, p. 41), est confirmée par le secrétaire du Roi : Comte CAPELLE, *Au Service du Roi*, Vol. 1, 1934-1940, Dessart, Bruxelles, 1949, p. 237.

Le projet avait été déposé le 15 décembre à la Chambre, le rapport le 23, le vote ayant lieu le 24 décembre !

(35) Hugh THOMAS, *La guerre d'Espagne*, Paris, Laffont, 1961, p. 350. PIKE, *op.cit.*, p. 202. Ce dernier fait erreur sur la date et, apparemment sur base du *Populaire*, donne une version quelque peu faussée des suites de cet incident en ce qui concerne Vandervelde.

quement le 29 décembre 1936, déchaîne la presse en janvier 1937, prend ampleur au Parlement en février, pour rebondir, avec une violence inattendue, en mars 1938 à la Chambre (36). L'assassinat de ce citoyen belge couvert de la protection diplomatique, en décembre, près du front de Madrid (37) secoue le Palais qui presse le gouvernement (38), émeut le corps diplomatique (le père de la victime est ambassadeur auprès du Vatican), ouvre la voie à toutes les supputations, et celles-ci se bousculent en effet. L'historique de cette affaire nous mènerait fort loin de notre propos. Les pièces que nous avons pu consulter pour la première fois permettent certaines hypothèses, mais ne lèvent cependant pas le mystère. A l'époque en tout cas, la tempête atteint le gouvernement de plein fouet. S'il s'oppose à la rupture des relations diplomatiques réclamée par certains collègues, P.H. Spaak n'en exprime pas moins une irritation profonde, que son ami de Man traduira en violentes attaques contre Emile Vandervelde. Si les termes des versions diffèrent, toutes concordent sur le fond : le ministre estime que son action est déforcée par les informations que reçoit l'ambassadeur d'Espagne sur les limites des pressions belges (39). La rupture est consommée. Le Premier ministre, Van Zeeland, saisit cette fois l'occasion : la démission de Vandervelde est rendue publique le 28 janvier (40). Le dossier Borchgraeve est transmis à La Haye, l'indemnité réclamée est payée. L'affaire

(36) Le 4 février 1937, le sénateur catholique d'Aspremont Lynden interpelle Spaak qui fait une première fois l'historique de l'affaire. Avec plus d'agressivité, le "catholique indépendant" de Dorlodot, interpellateur habituel sur l'Espagne, attaque à nouveau le 9 février, mettant en cause le gouvernement, Vandervelde et les diplomates belges. Lors de la discussion du Budget des Affaires étrangères, en mars 1938, quand sur le plan des faits la question semble bien éteinte, de très violents discours relancent toute l'affaire : le rexiste Horward réclame des informations, Marteaux expose en détail la version espagnole et accroche avec brutalité le ministre. Spaak défend la mémoire de l'intéressé tout en estimant l'affaire close. *A.P.C.*, 22 et 23 mars 1938.

(37) Le corps sera retrouvé, par le chargé d'affaires belge, le 28 décembre dans une fosse commune à Fuencaral, une quinzaine de km au nord de Madrid.

(38) Le comte Capelle écrit en effet dans ses mémoires : "Le Roi insiste auprès de M. Spaak pour que cette affaire soit traitée avec la dignité et la sévérité que les circonstances réclament." *Op.cit.*, p. 237.

(39) Cfr VANDERVELDE, *Carnets*, pp. 41-45; SPAAK, *op.cit.*, p. 29; DE MAN, *op.cit.*, *Le Peuple* avait écrit que les ministres socialistes étaient d'accord pour ne point rompre avec l'Espagne.

s'estompe dans l'opinion pour flamber un bref instant 15 mois plus tard, inexplicablement.

Politiquement du moins une trêve parsemée d'escarmouches s'instaure, semblable à l'immobilisme que connaîtra la Question royale entre 1945 et 1949, faute de majorité politique adéquate. A preuve le peu de réactions qu'éveille le vote quasi automatique d'une loi officialisant la non-intervention en Espagne (41). Deux gouvernements se constituent même (en novembre 1937, P.E. Janson et en mai 1938, P.H. Spaak) sans que l'Espagne figure explicitement dans leur déclaration d'investiture (42).

Si l'occasion de s'affronter fait défaut, les passions ne sont pas éteintes. A travers l'Autriche, c'est encore de l'Espagne qu'il s'agit en mars 1938, tant au Conseil général du POB qu'à l'occasion du Budget des Affaires étrangères. Et c'est à ce Conseil général que le futur Premier ministre, affirmant bien haut l'échec de Locarno et de la S.D.N., ne s'engage pas moins à ne pas traiter avec Burgos. Alors même qu'en avril la démonstration est faite qu'une majorité parlementaire de rechange existe en sa faveur (43).

Mais le temps est en marche et les puissances se succèdent auprès de Franco. A l'été une mission économique d'information est

(40) Le 24 octobre déjà, à la lecture du rapport de Vandervelde pour le congrès du POB qui s'ouvrait ce jour-là, Van Zeeland soulignait l'incompatibilité pour un ministre d'un gouvernement neutraliste de recommander une "sympathie agissante" envers l'Espagne (ABS, *op.cit.*, pp. 60-61). Il récidivait le 27, après lecture du discours de Vandervelde dans lequel ce dernier, outre le soutien à l'Espagne, annonçait qu'en dernière extrémité, entre Koltchak et Lénine, il choisirait le second. VANDERVELDE, *op.cit.*, pp. 39-40.

(41) Loi "tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne", du 11 juin 1937, *Moniteur belge* du 13 juin 1937. Le groupe socialiste de la Chambre s'abstient tout entier cette fois. Max Buset en indique la raison : ne pas mettre en danger ce gouvernement nécessaire à la politique intérieure (A.P.C., 24 mars 1937). Au Sénat, le 10 juin, quelques socialistes votent négativement (A.P.S., 9 et 10 juin 1937).

(42) Le 2 décembre 1937, lors du débat d'investiture du Cabinet Janson, le leader de la droite, Carton de Wiart émet l'avis que des contacts directs et réguliers avec Salamanques sont souhaitables. Vandervelde lui lance : "Nous reprendrons ce débat le jour où le gouvernement voudrait entrer dans cette voie" (A.P.C., 2 décembre 1937). En d'autres termes, la question ne sera pas posée.

(43) Le rapport de la Commission sénatoriale sur le Budget des Affaires étrangères fait état de cette majorité (D.P.S., no. 137, 1er avril 1938). Et un vote mouvementé fait apparaître le 7 avril qu'une majorité parlementaire existe bel et bien (catholiques, libéraux, rexistes et V.N.V.) pour la reconnaissance de Burgos (A.P.S., 7 avril 1938).

envoyée en Espagne nationaliste. Les pressions se font publiques, insistantes. La question de Burgos ne va plus quitter l'actualité. D'octobre 1938 à janvier 1939, à huit reprises au moins, des décisions tombent sur la question. D'un côté, le congrès du parti socialiste, sa base et ses "alliés" communistes; de l'autre, Spaak, son gouvernement, une majorité parlementaire mais surtout les leaders syndicaux socialistes qui placent au-dessus de tout la participation gouvernementale pour éloigner le spectre de la déflation. A chaque fois les congrès réitèrent leur opposition formelle à Burgos, à chaque fois le Bureau tempore, appuie la poursuite du gouvernement (44). Le 27 décembre, le "Patron", l'irréductible opposant à Burgos s'éteint. Et malgré les exhortations d'un De Brouckère, un ultime congrès autorise le 15 janvier 1939 la poursuite du gouvernement. Le lendemain, les négociations en cours avec Burgos sont officialisées. Un agent général belge est désigné.

Mais l'ironie du sort voudra qu'à peine cette victoire remportée, le Cabinet Spaak chute sur une question linguistique. Et c'est un autre ministre, démissionnaire d'ailleurs, qui reconnaîtra *de jure*, le 21 mars 1939, le gouvernement du généralissime (45). Entre jan-

(44) La chronologie est la suivante. Le 28 octobre 1938 à la Commission des Affaires étrangères du Sénat, Spaak admet qu'il est partisan de relations avec Burgos. Du 5 au 7 novembre, Congrès du POB : toute décision sera soumise à un congrès du Parti, mais confiance est faite au Premier ministre. Vandervelde démissionne de la Présidence. 29 novembre au Sénat : Spaak annonce qu'il entame les négociations le lendemain. Le 5 décembre, le congrès vote par 372.000 contre 187.000 voix le refus de Burgos. La démission des ministres socialistes est implicite. Le 6, à la Chambre, le groupe socialiste se scinde. Le gouvernement obtient une majorité. Le Bureau du POB, Vandervelde compris, demande le 8 décembre aux ministres socialistes de rester provisoirement en charge pour les besoins du pays. A l'issue de la trêve, il est entendu que le gouvernement démissionnera. Le 12 janvier, Vandervelde disparu, le Bureau autorise la poursuite et convoque un congrès pour le 15 janvier. Une opposition de principe à Burgos y est exprimée qu'annule la confiance votée à Spaak. De Brouckère, retenu au Congrès de l'Internationale à Londres, avait adjuré en vain le congrès, par un article publié ce jour-là, de refuser.

Cfr José GOTOVITCH, *Dossiers RTBF Télémoires Henri Rolin; P.H. Spaak. WILLEQUET, op.cit.; VANDERVELDE, op.cit.; Le Peuple*, 15 janvier 1939.

(45) Démissionnaire le 9 février 1939 pour une question de nomination d'un ancien activiste flamand de 1914-1918, le Cabinet Spaak fait place à un éphémère gouvernement catholique-socialiste qui ne pourra qu'expédier les affaires courantes en attendant les élections du 2 avril 1939. C'est au socialiste Eugène Soudan, détenteur du portefeuille des Affaires étrangères durant l'interrègne que reviendra la tâche de normaliser les relations diplomatiques avec l'Espagne nationaliste.

vier et mars 1939, comme pour conjurer l'irréparable, les appels à l'aide, les pétitions pour la levée du blocus, pour la vente d'armes à la République allaient connaître un sommet. Puis chassée par Prague, Memel, Dantzig... l'Espagne disparut des préoccupations. Un moment abandonnée, l'Union Nationale renaissait le 2 septembre, l'indépendance devenant la neutralité. Paul-Henri Spaak retrouvait son portefeuille.

DES POSITIONS TRANCHEES

S'il essaie de percevoir selon quels critères se sont opérés les clivages de la société belge face à la guerre civile, le chercheur ne dispose actuellement que des approches limitées signalées précédemment. C'est évidemment trop peu pour déterminer avec précision la nature des lignes de faîtes : politiques ? idéologiques ? économiques ? Trop peu également pour affirmer avec certitude s'il y eut ou non homogénéité des fameuses familles socio-politico-philosophiques qui découpent la société belge (46). Mais c'est suffisant pour dresser un schéma dont à nos yeux, l'étude approfondie ne pourra pas modifier les grandes lignes.

Il est éclairant de constater, avec Luk Kongs et Célis (47), que le choix de la droite remonte en fait à la victoire du Front Populaire : dès alors la République apparaît condamnable avec des motivations et des intensités particulières. Le Front Populaire apparaît déjà comme l'horreur pour l'ensemble de la presse catholique. Elle y discerne, outre la main-mise du bolchévisme sur l'Espagne, l'action malfaisante de la Franc-Maçonnerie, bientôt dénoncée dans les termes les plus injurieux, l'associant d'ailleurs le plus classiquement du monde au premier. Cette violence s'accompagne, relèvent nos

(46) Un terme néerlandais "verzuijing" désigne cette division de la société belge en ses différents "piliers" constitutifs. Le terme français "pilarisation" officialisé par un colloque par ailleurs fort intéressant nous semble toujours aussi barbare et nous hésitons à l'utiliser. *Revue belge d'Histoire Contemporaine*, no. spécial, *Pilarisation — Verzuijing*, XIII, 1982, 1.

(47) Un travail de critique historique mené au séminaire d'histoire contemporaine à l'Université de Gand a porté en 1971 sur le dépouillement de quelques journaux aux moments clés de la victoire du Front Populaire et du déclenchement de l'insurrection. Notre collègue Luk Kongs, alors assistant à Gand, a établi les conclusions de ce travail qu'il a bien voulu nous communiquer. Qu'il en soit remercié ici très chaleureusement. CELIS, *op.cit.*

auteurs, d'une ignorance exemplaire de la situation espagnole. Le seul journal catholique qui échappe à cette *furia*, *Le XXe Siècle*, est également le seul à apporter des éléments d'explications sur les inégalités de la société espagnole. Initialement neutre envers le Front Populaire il va basculer lentement, les raisons en étant clairement exprimées comme suit : "en soutenant Azana, Blum n'aurait pas servi la cause de l'ordre, mais celle du Front Populaire, du soviétisme et de la Maçonnerie Internationale" (48). Un seul petit quotidien, fort particulier d'ailleurs car édité par des étudiants de Louvain, sans apporter son soutien explicite au Front Populaire ne soutiendra pas Franco. Mais effectivement pour tous les autres l'anti-communisme des insurgés fournira une justification suffisante de leur action. Comme l'écrit Célis, l'insurrection apparaîtra à leurs yeux "comme une lueur dans la nuit espagnole". L'impact des prêtres loyaux, ainsi que celui du catholicisme basque, paraît avoir été fort mince dans la citadelle catholique. Mais sans nul doute, ceci mériterait examen.

En raison même de sa tradition anticléricale, on aurait pu penser qu'initialement du moins la presse libérale aurait appuyé la République. En fait variée et abondante, cette presse est profondément divisée sur l'Espagne. Au point de vue information le meilleur et le pire se côtoient : l'incompréhension totale de l'anarchisme espagnol assimilé au communisme voisine avec une analyse par contre pertinente de l'origine de l'anticléricalisme violent de ces mêmes anarchistes (49). Les positions prises sont tout aussi opposées. La victoire du Front Populaire en France semble accentuer certaines ruptures. C'est contre toute extension de ce type d'alliance que sont explicitement dirigées les flèches. Le Front Populaire "a étranglé la liberté, supprimé la démocratie", il a passé des "alliances criminelles". Dès avant l'insurrection le grand journal libéral de province, *La Flandre Libérale* a prévenu : acculée au choix, elle prendra le parti "de ceux qui s'opposeront au communisme et à l'anarchie". C'est une revue libérale prestigieuse, *Le Flambeau*, qui traite le gouvernement es-

(48) *Le XXe Siècle*, 30 juillet 1936, cité par CELIS, *op.cit.*, p. 260.

(49) *La Flandre Libérale* d'une part, *La Dernière Heure* de l'autre. Cités par AZNAR, *op.cit.*

pagnol de "bande d'assassins" (50). Il faudrait évidemment s'interroger sur l'influence que pouvaient exercer sur la presse les milieux libéraux de l'industrie et de la finance dont le chef de file, Jacques Solvay, était directement intéressé et interviendra comme nous le verrons. Mais d'autres courants puissants expriment la position libérale. A Bruxelles, *La Dernière Heure* qui met en exergue l'absence en Espagne de classes moyennes, élément stabilisateur de la société dont elle se veut d'ailleurs l'expression, choisit clairement d'appuyer Madrid tout en approuvant pleinement la non-intervention. Mais renversant l'argument de la paix européenne si souvent utilisé contre la République, le journal estime en 1938 qu'une Espagne italo-allemande, c'est la guerre en Europe : il combat dès lors la non-intervention. Il poursuivra de même son opposition à la reconnaissance de Burgos. A Liège, un courant radical s'exprime au travers de *L'Express* qui sans défaillance affirmera son soutien au Front Populaire et à la République, à l'encontre de l'autre feuille libérale locale, *La Meuse*. Le tirage de *L'Express* va croître à cette période (51).

Ces deux journaux (*La Dernière Heure* et *L'Express*) n'expriment-ils pas l'importance d'une frange laïque de la bourgeoisie qui cherche son identité à gauche, à travers les grandes questions de l'époque : l'Ethiopie, l'Espagne, l'antifascisme ? Nulle part mieux qu'à l'Université Libre de Bruxelles (U.L.B.) cette partie de l'opinion libérale va trouver son terrain d'expression et d'action. Malgré l'influence qu'y exercent, précisément à travers l'antifascisme, les gauches socialistes et communistes, l'institution, création au

(50) *Le Flambeau*, septembre 1936, p. 374. La même revue a ces lignes, à propos du congrès du R.U.P. qui se tient alors à Bruxelles : les partisans de la "sécurité collective", c'est-à-dire une sainte alliance des communistes et des communistes internationaux pour la défense du bolchévisme *qui rôle en Espagne, qui hurle en France, qui tremble en Russie*. Cité in CELIS, *op.cit.*, p. 266. C'est dans *La Gazette*, quotidien libéral bruxellois qu'on pouvait lire, à la date du 25 juillet 1936, que l'assassinat de Calvo Sotelo n'est que "l'aboutissement normal de l'état chaotique, de la vague de haine et de meurtre dans lequel ont plongé le pays les anarchistes et autres communistes aux ordres diaboliques de Moscou". Le même journal parlera de "Frente Crapular". AZNAR, *op.cit.*, pp. 31 et svt.

(51) RORIVE, *op.cit.*, p. 37. *L'Express* figure à juste titre dans les journaux de gauche étudiés par cet auteur.

XIXe Siècle de la Franc-Maçonnerie, demeure fortement marquée par le libéralisme. Et explicitement, les étudiants libéraux ainsi que la Jeune Garde Libérale, plusieurs parlementaires libéraux bruxellois participent aux tentatives de création de Front Populaire qui s'ébauchent alors et qui, à l'Université, trouveront leur expression la plus achevée dans l'action pour l'Espagne Républicaine (52). Quant à la Franc-Maçonnerie, en vertu même de ses principes, elle ne prend en Belgique aucune position politique publique. Sa composante libérale est fortement accusée. Elle compte dans ses rangs le ministre Bovesse. L'unanimité ne règne certainement pas en son sein. Mais la présence de Maçons est efficace pour constituer les Comités de Vigilance des Intellectuels Antifascistes qui s'engageront totalement pour la République (53). Et traditionnellement, son influence à l'U.L.B. est très forte.

Sur l'Espagne le monde libéral est donc fort contrasté : les positions, de part et d'autre, sont tranchées mais il serait téméraire dans l'état actuel des recherches d'évaluer les forces respectives en présence.

L'extrême-droite rexiste va naturellement déverser sur la république toute la virulence de ses invectives. Rien d'étonnant sinon que le *Pays Réel*, sur fond d'anticommunisme somme toute fonctionnel, met particulièrement l'accent sur la maçonnerie : Léon Degrelle signe personnellement un article intitulé "La Franc-Maçonnerie tyran de l'Espagne" où il fait de l'ordre "le ferment de la dictature socialo-communiste" (54). Nous savons aujourd'hui qu'il tenta d'être reçu par Franco qui s'en abstint, utilisant ce refus provisoire comme pression pour hâter sa reconnaissance par le gouvernement belge (55). Ce sont d'autres croisés de l'antimaçonnerie et anticommunisme confondus qui mèneront cependant en Belgique l'action directe pour Franco. L'Association "Action et Civilisation" du com-

(52) Entretien avec Mme Capel-Boute, présidente du Cercle de Libre Examen 1936-1937, in *Cahiers du Libre Examen*, 25e série, no. 3, no. spécial.

(53) Interview par l'auteur de Jean Terfve, avocat communiste liégeois, fondateur du C.V.I.A., membre de la Loge HIRAM à Liège.

(54) *Le Pays Réel*, 11 mai 1937.

(55) Rapport Delcoigne, envoyé officieux du gouvernement en Espagne nationaliste, sur son entretien avec le comte Casa Rojas, directeur des Affaires étrangères, 30 juin 1938, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE BELGIQUE (M.A.E.B.), no. 11.169.

mandant de Launoy lance en mai 1938 une pétition pour la reconnaissance de Burgos (56) tandis que *La Légion Nationale*, organisation fasciste non parlementaire, hostile à Degrelle, opère un certain recrutement pour le Tercio et saccage en juillet 1938 une exposition pour l'Espagne. Quelques intellectuels catholiques patronnent ces activités (57).

A ce stade, comment sont rencontrées nos préoccupations initiales ? L'unanimité du monde catholique — l'exception se situant parmi les intellectuels, — montre que la détermination sociale ne joua pas un rôle contraignant. Comme dans bien d'autres questions, les ouvriers catholiques suivirent volontairement leur église. Le bloc religieux demeura opérant. L'implication philosophique par contre ne fut pas déterminante : la laïcité se fractionna. Le paradoxe le plus évident fut de voir mener la répression contre les volontaires des Brigades par un libéral, franc-maçon, victime ultérieure des collaborateurs nazis. Il est peu hasardeux cependant de relever que les classes possédantes se retrouvèrent, à travers tous les clivages, dans le camp opposé à la République. Elles n'y furent pas seules. Et les différents auteurs n'ont pas eu tort, à nos yeux, de relever la part capitale que joua l'irrationnel, l'instinctif dans cette peur du "rouge", produit d'une certaine forme de société. Il reste à examiner maintenant ce qu'un vocabulaire récent a désigné avec bonheur comme "le peuple de gauche", celui qui prit, de manière absolue, la défense de la République. Il reste à voir si l'instinctif ne fut pas là tout aussi présent. Il faut examiner comment la totalité de cet engagement ne fut pas raison suffisante de constituer un front uni.

(56) Cette pétition adressée au Roi, lui demandant "son auguste intervention pour que la Belgique reconnaisse le gouvernement national espagnol", est transmise par le Palais le 2 juin 1938. Elle comporte près de 2.500 signatures parmi lesquelles abondent responsables rexistes, commerçants, industriels, avocats, beaucoup de noms à particule mais également des signatures péniblement tracées par des personnes de condition très modeste. M.A.E.B., no. 11.169/2.

(57) DESMET, *op.cit.*, p. 26. Ainsi également, La Légion Nationale organise le 2 février 1938 un grand meeting à Bruxelles pour la reconnaissance du gouvernement du général Franco avec la participation des Professeurs Desonay, de Liège, et Terlinden, de l'Université catholique de Louvain, véritable animateur de toute la campagne pro-franquiste en Belgique. M.A.E.B., no. 11.169. Sur la Légion Nationale qui comptait également des membres parmi les étudiants de l'U.L.B., dans l'armée, parmi les cadres de réserve, il n'existe jusqu'à présent qu'un mémoire inédit : G. DELMOTTE, *La Légion Nationale 1922-1942*, Bruxelles, U.L.B., 1965, Ron.

LES GAUCHES POUR L'ESPAGNE REPUBLICAINE

A la date de son triomphe en Espagne, le Front Populaire, du moins l'idée ou l'espérance de celui-ci, a déjà un passé chargé en Belgique (58). L'origine ne s'en situe pas comme en France dans la jonction de foules convergentes. C'est des universités, de Bruxelles à titre principal, de Liège et de Gand ensuite, qu'émane l'appel d'intellectuels à se regrouper pour résister et battre le fascisme : les Comités de Vigilance des Intellectuels Antifascistes se situent dans le flot d'indignation qui dresse de larges courants de l'opinion contre les entreprises italiennes en Ethiopie, les brutalités du nazisme et l'émergence de groupes fascistes en Belgique (59). Lancée fort modestement en juin 1935, l'idée du Front Populaire préside à des rapprochements significatifs dans le second semestre de l'année. En octobre un premier congrès du Front Populaire est tenu à Bruxelles tandis qu'un accord d'unité d'action est conclu entre socialistes et communistes de la capitale. A Liège et à Bruxelles en effet, une gauche socialiste ralliée aux idées unitaires fait la décision. Dans ces deux villes, de fortes sections du C.V.I.A. offrent l'occasion de se côtoyer aux intellectuels socialistes, communistes, libéraux ou sans parti. C'est un dirigeant des Etudiants Libéraux qui appelle à la constitution du Front Populaire dans l'organe officiel de l'A.G. des Etudiants de l'U.L.B. (60). Dans ce grand courant unitaire qui embrasse, soulignons-le, essentiellement les milieux intellectuels et des jeunes, Etudiants socialistes et communistes de Bruxelles fusionnent leur presse en novembre 1935 avant d'unifier leurs organisations un mois plus tard (61).

(58) Une fois encore nous nous trouvons ici face à la carence éditoriale en Belgique. Sur ce sujet très riche, un seul travail a été entrepris. Essentiellement documentaire, il foisonne de faits. Mais il est demeuré inédit : J. RATHE, *Bijdrage tot de geschiedenis van de Eenheids- en Volksfrontbeweging in België (1934-1937) : Mislukking van een linkse Anti-fascistische Frontvorming*, Bruxelles, V.U.B., 1973, 558 p., Ron. Plusieurs fonds privés d'archives, de nombreuses interviews nous ont permis de compléter ces informations.

(59) Sont désignés comme tels Rex, Légion Nationale, Verdinaso (nationalistes thiois), V.N.V. (nationalistes flamands).

(60) Henri Janne (futur sociologue de renommée internationale et recteur de l'U.L.B.) in *Bruxelles-Universitaire*, no. 1, 15 octobre 1935.

(61) Archives Jean De Beq (photocopies personnelles de l'auteur). *L'Universitaire*, no. 1, 20 novembre 1935. Tracts de la Fédération Bruxelloise des Etudiants Socialistes Unifiés "Pour fêter la réalisation de l'Unité Organique".

La pression se fait suffisamment forte pour porter le Conseil Général du POB à prendre position. Contre l'avis des trois fédérations de Bruxelles, Liège et Gand, il rejette, le 6 janvier 1936, l'idée du Front Populaire (62). Cela n'empêche pas ces mêmes fédérations de placer en tête, pour les élections de mai 1936, les plus fervents défenseurs de celui-ci. Ces élections, qui matérialisent la poussée d'extrême-droite créent un choc. Le président du C.V.I.A., le professeur Paul Brien est envoyé siéger au Parlement : ce sera le seul élu Front Populaire qu'ait jamais connu la Belgique (63). Un mouvement se dessine : le C.V.I.A. lance un appel solennel aux partis démocratiques pour un gouvernement antifasciste (21 mai 1936). Un comité d'initiative largement représentatif est installé (28 juin 1936). Des négociations directes sont même entamées entre PCB et POB (64). Pour le congrès du R.U.P., en septembre, une participation chrétienne significative est prévue. Dans le grand mouvement de grève déclenché en juin 1936, l'unité ouvrière s'est manifestée à la base. Et comme pour symboliser tout cela, naît en juillet 1936 un hebdomadaire, *Combat*, qui apparaît, à juste titre, comme l'organe officieux du C.V.I.A., le chantre des idées du Front Populaire.

Et alors que tout semblait devoir être possible, tout commence à basculer. Dès à présent relevons ce curieux renversement de perspectives qui s'est opéré dans la mémoire collective, y compris celle des acteurs. Ce qui va se passer à partir de ce moment, ce ne sont que les étapes, certes glorieuses et parfois exaltantes, d'un déclin lent et certain non pas des idées d'unité, mais des possibilités de sa réalisation et de la force réelle des gauches. Or dans les récits, cette lente montée, effective, de 1934 à 1936, est gommée, oubliée. Ses caractéristiques sont transférées aux années qui suivent, par un phénomène dont nous n'avons pas l'explication.

(62) *Documentation pour les Militants* éditée par le P.O.B., no. 2, novembre 1936. Papiers Brunfaut, Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale (CREHSGM).

(63) Le sénat est composé en Belgique d'élus directs, de sénateurs désignés par les Conseils provinciaux et de cooptés par les deux premières catégories. Paul Brien fut élu sénateur provincial du Brabant par une coalition antifasciste. En octobre, après la mort du Front Populaire, il démissionne.

(64) Fernand BRUNFAUT, *Rapport sur le Front Populaire*, 31 juillet 1936, Ron. (Papiers Brunfaut).

Quoi qu'il en soit, ce déclin coïncide avec le déclenchement de la guerre d'Espagne. Mais il est fort important de bien distinguer exactement ce qui meurt.

Il ne faut pas être très perspicace pour noter la simultanéité du raidissement catholique et des événements d'Espagne. Le Mouvement ouvrier chrétien — alors soigneusement encadré par la hiérarchie — déclare, en juillet, toute collaboration avec les communistes exclue. Le syndicat chrétien condamne en août le Front Populaire et le cardinal demande aux dirigeants syndicaux de s'abstenir au R.U.P. Quelques semaines après, la réintégration de la Démocratie chrétienne au sein du Parti catholique est chose faite (65). Appel des évêques espagnols, sévices antireligieux ont soulevé le peuple chrétien. L'Eglise belge a coupé les ailes à des courants centrifuges. Conviction profonde et habileté tactique ne sont pas incompatibles !

De juillet à octobre 1936 — les grèves de juin en Belgique, les occupations d'usine en France n'y sont pas étrangères —, l'évolution anti Front Populaire se manifeste également au sein du Parti libéral. La violence d'une certaine presse libérale contre le Front Populaire espagnol traduit un rapport de force interne : le 18 octobre 1936 c'est le rejet définitif. La direction de Bruxelles démissionne.

Et de fait si, pour l'Espagne, se déroule alors une série de meetings sous étiquette Front Populaire, ils ne réunissent que des communistes, des socialistes, des intellectuels sans parti, de jeunes libéraux sans mandat.

Le 10 septembre 1936, le Premier ministre donne un sens à tout cela : dans un discours radiodiffusé, il attaque l'idée et les comités de Front Populaire. Son gouvernement d'Union Nationale est la seule bonne réponse aux dangers de l'extrémisme. Et successivement toutes les fédérations du POB, Bruxelles excepté, se rallient au gouvernement. En octobre 1936, un congrès socialiste enterre définitivement le Front Populaire. Désormais, le soutien au gouvernement devenant la loi et bénéficiant à chaque fois de majorités décidées dans les congrès, la difficulté va consister pour les socialistes à affirmer leur appui à la République — et il sera net, total, enthousiaste — sans s'associer à la critique du gouvernement qui mène la politique de non-intervention. Position inconfortable, qui divise le parti contre lui-même, mais qui aiguise sa sensibilité à toute agression. Avec

(65) RATHE, *op.cit.*, pp. 330 et 404.

toutes les autres raisons, issues du contexte international et dont les caractéristiques se retrouvent partout, voilà qui suffit à expliquer les refus successifs de faire cause commune avec les communistes dans l'aide à l'Espagne. Voilà qui explique la persistance de courants unitaires et les contradictions de bien des personnalités. Car Vandervelde lui-même va, jusqu'à Burgos, prôner la poursuite de la participation gouvernementale. Car c'est Max Buset qui écrit, d'Espagne, à Vandervelde en janvier 1937, le félicite pour son départ et affirme "si les choses continuent comme elles vont, l'Espagne sera le tombeau de la IIe Internationale" (66); c'est le même qui présentera au congrès d'octobre 1937, le rapport qui enterre définitivement toute collaboration avec les communistes (67). Le député JGS de Liège, René Delbrouck, qui écrira après Burgos "l'exclusion du renégat (Spaak) est la condition sine qua non de la survie du POB" (68), rompt l'unité avec les communistes au sein des Jeunesses en août 1937.

Relevons ici quelques-unes de ces situations conflictuelles à propos de l'Espagne.

Enclanché bien avant l'Espagne, le mouvement d'unification des Jeunesses socialistes et communistes doit sans contestation possible, son accélération subite et le franchissement de l'opposition inopinée du POB en décembre 1936, à l'exemple espagnol. Cas unique en dehors de celui-ci, se constituent en Belgique, en novembre 1936, les Etudiants Socialistes Unifiés et à la Noël la Jeune Garde Socialiste Unifiée (JGSU), dont le sigle et les drapeaux figurent aussitôt au front espagnol. Le congrès d'unification s'est déroulé sous un calicot géant : "Unir. Unir pour sauver l'Espagne". Mais l'opposition du POB a entraîné deux grosses fédérations wallonnes de la JGS à ne pas fusionner (Borinage, Charleroi) et la Flandre demeure en dehors du mouvement. Fer de lance de l'aide à l'Espagne, la JGSU clame ses positions hostiles au gouvernement. Aussi la pression du parti ne se relâche pas. Seule la fédération de Bruxelles résistera : ses dirigeants sont finalement exclus en mai 1939. Mais l'unité est morte dans le reste du pays un an à peine après sa naissance... malgré l'Espagne. Plus significatif à nos yeux : le déclin des effectifs s'est

(66) Publié dans ABS, *op.cit.*, pp. 19-20.

(67) Max Buset, *Rapport sur la position du P.O.B. vis-à-vis des autres partis et Projet de déclaration*, 56e Congrès, 9-10 octobre 1937, Secrétariat P.O.B. (Papiers Brunfaut).

(68) JGS — *Jeunesse Nouvelle*, 7 janvier 1939.

accélééré; des 25.000 membres de 1935, la JGS en compte à peine 6.000 en 1938. Mais précisément ces fidèles s'égaillent après Burgos (69).

L'aide matérielle à l'Espagne va constituer le plus vaste mouvement de solidarité connu jusque là. De toutes les provinces, vont monter des millions de francs récoltés à travers mille meetings, fêtes, collectes; des tonnes de vivres, vêtements, médicaments; quelques centaines d'enfants seront accueillis (70). Voilà qui traduit sans doute le mieux la réalité vécue, la "sensibilité à l'Espagne" de ce "peuple de gauche". Et bien qu'un Comité de Coordination et d'Information pour l'Espagne placé sous la présidence de Henri Rolin ait été constitué, bien que socialistes et communistes se soient retrouvés ensemble à Paris au Comité International d'Aide au Peuple espagnol, les diverses initiatives se juxtaposeront sans s'unifier. En juin 1937, alors même que le POB durcit quelque peu sa position face au gouvernement dans la question espagnole, il interdit toute collaboration avec le PC (71). Mais, par ailleurs, nous ignorons encore aujourd'hui l'ampleur du trafic d'armes en faveur de la République, assuré exclusivement semble-t-il par les syndicats socialistes, comme l'indique une série d'arrestations opérées dans ces milieux (72), comme le suggère également l'affaire Jean Delvigne. La personnalité des hommes impliqués permet de poser la question d'une complicité éventuelle de ministres ou hauts fonctionnaires socialistes. Mais, à l'inverse de la France, nul n'en a rien révélé jusqu'ici (73). Si l'implication et la générosité syndicales sont certaines — argent, vivres, accueil —, la responsabilité de son appareil dirigeant est essentielle dans la conduite du gouvernement belge. Ce sont les voix de la Commission Syndicale

(69) Arthur Haulot in *JGS — Jeunesse Nouvelle*, 4 février 1939.

(70) Cfr *Isabelle Blume, op.cit.*, p. 67.

(71) *Le Peuple*, 17 juin 1937.

(72) Il s'agit, notamment, d'Omer Becu, Philippe De Witte et Louis Major, dirigeants de l'Union Belge des Ouvriers du Transport, branche belge de l'I.T.F. d'Eddo Fimmen. *Vooruit*, 25 septembre et 10 décembre 1936.

(73) D. Fervaille, étudiante à l'U.L.B., qui a pu dépouiller certains dossiers judiciaires relatifs à des trafics pour l'Espagne, n'a pu y découvrir de filières politiques certaines. On y trouve par contre la marque certaine de France-Navigation. Isabelle Blume nous a parlé de "bienveillance" de Paul-Henri Spaak mais n'était pas à même de préciser à quel propos si ce n'est des problèmes de visa. Cfr D. GRISONI et G. HERTZOG, *Les Brigades de la Mer*, Grasset, Paris, 1979.

qui font les décisions aux congrès du POB (74). Et jusqu'au bout sa règle de conduite sera la participation, donc l'appui à la politique de P.-H. Spaak. Parlant de son secrétaire, membre de l'Exécutif de la F.S.I., Nenni écrivait : "Nous avons entendu Mertens défendre la politique de son gouvernement avec des arguments pires que les actes mêmes de ce dernier" (75).

Alors qu'elle n'est souvent invoquée — en termes pour le moins polémiques ! — que par les intéressés, la violence, le terrorisme verbal, qui régit les relations entre trotskystes et communistes nous paraît un élément conflictuel important au sein de la gauche belge tout entière. Le PC belge a des raisons spécifiques d'être sensible au trotskysme : la scission de 1928 l'a laissé longtemps exsangue (76). Mais aussi un premier accord d'unité d'action, en août 1934, entre organisations de jeunesse socialiste et communiste, étendu aux trotskystes par la volonté des premiers, a provoqué la décapitation du parti par l'Internationale (77). A la guérilla permanente que mènent les trotskystes contre la politique de Front en Espagne, contre l'aide, dite "philanthropique" (78), répond la campagne communiste contre "les agents trotskystes de Franco", couverts par la Ile Internationale (79). Mais précisément dans le journal des JGSU paraît une protestation indignée contre l'assassinat de Nin (80). C'est un signe apparent de liens plus profonds à la fois idéologiques et amicaux de beaucoup de JGS, à Liège notamment, avec les trotskystes (81). S'ajoutant aux procès de Moscou dont ils sont le prolongement, les événements de 1937 en Espagne tendent un peu plus les relations

(74) L'affiliation est collective : on est membre du POB par son affiliation au syndicat, à la mutuelle, à la Coopérative et, minorité, à la Ligue Ouvrière de base, seule organisation exclusivement politique. Les syndicats détiennent le plus grand nombre de voix. Son chef jusque en 1938, Mertens, fut l'auteur d'une motion interdisant toute responsabilité syndicale aux communistes. Son successeur, Joseph Bondas, figurait parmi les minoritaires anti unitaires de la Fédération liégeoise.

(75) *Nuovo Avanti*, 19 mars 1938, in P. NENNI, *op.cit.*, p. 241.

(76) Nadya DE BEULE, *Het Belgisch Trotskisme 1925-1940*, Gand, 1980.

(77) Interview de Henri Laurent, dirigeant J.C. en 1934.

(78) RORIVE, *op.cit.*, pp. 177, 299, 308.

(79) JGS — *Jeunesse Nouvelle*, 25 septembre 1937. *P.C.B. Rapport du CC au VII Congrès*, août 1939, p. 33.

(80) Guy Cudell in *JGS — Jeunesse Nouvelle*, 18 septembre 1937.

(81) Interview de Charles Rahier, dirigeant JGS, bras droit de René Delbrouck.

au sein de la gauche (82).

La marche vers Burgos, de novembre 1938 à janvier 1939 s'accompagnera on s'en doute, des pires agressions. Et Vandervelde disparu, le POB apparaît livré entièrement aux mains de Spaak et de Man qui polarisent sur leur personne non seulement la haine des communistes mais la fureur de certains socialistes qui se considèrent comme trahis, malgré le vote régulier de janvier 1939 approuvant Spaak. Pour tous ceux-là, il demeurera "l'homme de Burgos" voué aux gémonies longtemps encore (83).

Ainsi, bien avant le Pacte germano-soviétique et pour une très grosse part à cause de la guerre d'Espagne, la rupture est totale entre PC et POB. Mais précisément ne peut-on envisager la violence socialiste en août 1939 comme le soulagement de la rage accumulée en janvier, d'avoir dû subir avec plus ou moins bonne conscience l'agression des communistes.

Pour avoir eu "l'Espagne au coeur", la gauche belge en sortit déchirée. 1939 est bien un aboutissement, pas un coup de tonnerre dans les relations de famille. On est loin du mythe. Dans quelle mesure, les déchirements conduisirent-ils à des révisions ? Combien y eut-il de transferts ? Seul le député Marteaux rallia avec éclat le PC en mars 1939. Mais à la base ? Combien aussi de départs après les déceptions dans les Brigades ? Quand l'unité se déploya, fut-elle effectivement limitée, comme il pourrait sembler, aux secteurs intellectuels, et jeunes, aux citadins de Liège et de Bruxelles ? Dans quelle mesure la guerre d'Espagne fut-elle prélude aux mutations politiques intervenues sous l'occupation ? Plus de questions que de réponses, et nous ne sommes pas au bout du compte.

UNE DIPLOMATIE DE LA NON-INTERVENTION

Nous avons évoqué Paul-Henri Spaak aux prises avec son parti. Comment le ministre des Affaires étrangères se situait-il par rapport à son administration ? Quelle image de l'Espagne lui était transmise par ses diplomates ? La politique affichée était-elle bien celle suivie ?

(82) Ajoutons à titre d'anecdote que les *Izvestia* amalgament, en octobre 1936, Spaak, Trotsky, Degrelle et la Gestapo. Dépêche de l'ambassadeur belge à Moscou, 21 octobre 1936. M.A.E.B., no. 11.179.

(83) On en trouve l'écho direct dans les premiers textes clandestins du socialisme sous l'occupation.

La non-intervention signifiait-elle la neutralité des coeurs, même officiels ? L'ouverture récente des archives du ministère belge des Affaires étrangères pour la période permet d'ébaucher des réponses (84). Plutôt qu'une étude diplomatique, pour laquelle nous n'avons ni le temps ni la place, nous aimerions livrer aujourd'hui quelques premières constatations.

La première est qu'à nos yeux ces dossiers bousculent, inversent même parfois, l'image classique du diplomate toujours quelque peu avocat du pays où il est en poste et qu'illustrent un Cartier de Marichienne à Londres, un Davignon à Berlin. L'ambassadeur de Belgique à Madrid, en poste depuis 1931, est en fin de carrière. Surpris par le soulèvement à San Sebastien, replié à Saint Jean de Luz, il végète au milieu d'ambassadeurs des petites puissances, sans contact aucun avec le gouvernement espagnol, fort préoccupé par le sort de ses biens restés à Madrid (85). Il n'en demeure pas moins qu'il adresse des dépêches à son ministre, informe, suggère, réagit. A Madrid depuis 1934, le conseiller Joe Berryer fait face avec un courage certain aux événements qui embrasent la capitale (86). Exécutions, massacres, bolchévisme, Moscou font l'essentiel des dépêches et télégrammes envoyés en août et septembre. Impression de chaos, de bousculade, de tourbillon sanglant. "Vols, réquisitions, pillages, détentions, assassinnats", le gouvernement est complice puisqu'il a armé "les bas-fonds",

(84) Nous avons consulté au ministère belge des Affaires étrangères les dossiers ci-après : 11.161 Volontaires belges, législation; 11.059 Correspondance politique Belgique-Espagne 1935-1940; 11.163 Correspondance politique Belgique-Espagne 1935-1940; 11.169 Reconnaissance de Burgos; 11.170-11.170bis Intérêts belges, divers; 11.171 Affaire de Brochgraeve; 11.179 Politique générale, Statut International de la Belgique 1936-1940; 15.678-15679 Volontaires belges. Nous remercions particulièrement Melle Fr. Peemans, archiviste aux Affaires étrangères pour l'extrême amabilité et la compétence avec lesquelles elle a facilité nos recherches.

(85) Robert EVERTS (1875-1942). Il dépeint lui-même cette situation dans la note qu'il dépose à la conférence diplomatique du 12 février 1938 (M.A.E.B., no. 11.163). Il entrera en conflit très violent avec Berryer à propos de ses biens demeurés à Madrid. Il reproche à ce dernier d'avoir permis l'occupation de ses appartements par des asilés. Ce conflit s'insère dans le contexte de l'affaire de Borchgraeve. Le ministre donnera raison à Berryer. (Cfr M.A.E.B., no. 11.171, 1936 et 1937).

(86) Vicomte Joseph Berryer (1897-), conseiller à Madrid depuis le 15 septembre 1934, chargé d'affaires a.i. en Espagne du 8 août 1936 au 19 mai 1937, nommé à Berlin le 28 juillet 1937.

usant de méthodes qui “font honte à l’Europe” (87). Or parmi ces brandons, soudain, une étude établie à tête reposée, sur le programme social de Franco “ces républicains ‘dits rebelles’ sensés vouloir esclavager (sic) le peuple... sans hostilité contre le peuple ni contre la pensée démocratique et socialiste” (88).

Cette option clairement exprimée se retrouve aussi bien à Paris qu’à Londres. Si le gouvernement espagnol est victorieux — nous sommes le 7 août 1936—, la France basculera dans la dictature du prolétariat, écrit l’ambassadeur belge, qui prédit dès lors la guerre en Europe. L’intervention allemande en Espagne ne menace par contre pas la paix (89). Sur un ton bien à lui, Cartier se réjouit que les syndicats britanniques aient adopté la neutralité envers l’Espagne et que “les milieux démocratiques d’ici comme ceux de chez nous, ne sont pas les dupes des mirages de la politique de Front Populaire” (90). Le tour sera complet quand, à Bruxelles de la main du directeur général de la Politique, le baron Van Zuylen, nous trouvons à la date du 24 octobre une mention marginale” ... le gouvernement de Madrid est une ombre de gouvernement qui n’a plus guère d’autorité dans le pays” (91).

Hostilité au Front Populaire, vu comme étape, courte, vers l’Espagne soviétique — et lorsqu’on donne Madrid perdue — une république catalane soviétique (92); le gouvernement rendu responsable du chaos; toutes les milices assimilées à la lie de la société; enfin une victoire rapide de Franco : voilà rendu l’écho des dépêches relatives à la République. La logique de cette position s’exprime bien vite : l’ambassadeur suggère au ministre de reconnaître le gouvernement du général Franco. Nous sommes le 25 octobre 1936 (93). Dans cha-

(87) Berryer, Madrid, à Spaak, 22 septembre 1936; M.A.E.B., no. 11.163. Et 23 septembre, M.A.E.B., no. 10.059.

(88) Berryer, Madrid, à Spaak, 25 août 1936. M.A.E.B., no. 11.059.

(89) De Kerchove de Dentergem (1885-1945), ambassadeur de Belgique à Paris, à Spaak, 7 août 1936. M.A.E.B., no. 11.163.

(90) Baron Cartier de Marchienne, ambassadeur de Belgique à Londres, 24 septembre 1936. M.A.E.B., no. 11.179.

(91) Mention ms sur une note ms de E. Boseret, 24 octobre 1936. M.A.E.B., no. 11.170.

(92) Everts, Saint Jean de Luz, à Spaak, 25 octobre 1936. M.A.E.B., no. 11.169.

(93) *Ibidem*.

cune de ses dépêches ultérieures, l'ambassadeur va suggérer, presser, de reconnaître Franco, relayant d'ailleurs et le vocabulaire et les versions franquistes, sur Guernica notamment (94). Il met sans arrêt le gouvernement en garde contre tout ce qui pourrait irriter Franco et se comporte donc selon la tradition diplomatique... mais pas envers le gouvernement qui l'a accrédité. Ainsi, avant même que Bruxelles ait mis la vente d'armes sous licence, il supplie qu'on empêche toute livraison belge (95). En ce domaine l'attitude du département est d'ailleurs pareille : il surveille avec méfiance certain départ d'Anvers pour "le Guatémala" (96). Et de Londres, Cartier intervient avec insistance pour arrêter une vente suspectée sinon suspecte, de deux avions Fairey à l'Union soviétique. L'affaire semble suffisamment être prise à coeur car elle vaut à l'ambassadeur les félicitations du chef de Cabinet du Roi. On retrouve d'ailleurs un vocabulaire fort proche : Louis Wodon évoque la méfiance nécessaire vis-à-vis de ces "sinistres fourbes" (97). Nous hésiterions à souligner ce qu'il faut bien nommer à tout le moins un filtre au travers duquel la réalité espagnole était perçue si, en mai 1937, un changement de personnel ne provoquait un contraste évident. Pour la même réalité, voilà que le vocabulaire change. "Extrémistes, bandes armées, lie de la population" etc... cèdent la place. Les partis politiques portent leur nom, il est question de masses populaires, de gouvernement démocratique, l'analyse succède à l'amalgame, de bons rapports sont liés avec le personnel gouvernemental républicain (98). Laïc, progressiste, jeune, Walter Loridan a été désigné comme chargé d'affaires à Valence. Il

(94) Everts, Saint Jean de Luz, à Spaak, 6 mai 1937. M.A.E.B., no. 11.163.

(95) Everts, Saint Jean de Luz, à Spaak, 1er août 1936.

(96) Note de Van Langenhove, 11 août 1936. M.A.E.B., no. 11.163. Il s'agit du steamer "Lodewijck" emportant des armes de la F.N. Au cours du débat de novembre à la Chambre, il sera révélé qu'il s'agissait bien d'un transport vers l'Espagne. A.P.C., 24 novembre 1936. Interpellation de Horward et réponse du ministre Bovesse.

(97) Louis Wodon, Palais de Bruxelles, à Cartier, 12 novembre 1936; conversation téléphonique Cartier-Van Langenhove, 2 janvier 1937. M.A.E.B., no. 11.163.

(98) Walter Loridan (1909-), diplômé de l'Université de Bruxelles, attaché de consulat à Varsovie, chargé d'affaires à Valence et Barcelone à partir de mai 1937. Lié à Marthe Huysmans, il mit son appartement à la disposition de celle-ci — pour organiser une rencontre entre Vandervelde et les dirigeants de tous les partis espagnols, le 2 février 1938. Nommé par la suite à Mexico, il aida les socialistes belges à quitter la France occupée. Interviews de Marthe Huysmans et Isabelle Blume. Loridan, Valence, à Spaak, 20 mai 1937. M.A.E.B., no. 11.059.

faut à peine lire entre les lignes des mémoires du secrétaire général du Département pour comprendre que cette désignation ne coïncide pas innocemment avec les premiers contacts ultra confidentiels pris avec Burgos (99). Un spécialiste des pyrites, produit essentiel pour l'industrie belge, est envoyé au début de mai 1937 à Burgos (100). Le 9 juillet 1937, le représentant officieux de Franco en Belgique, ancien diplomate en poste à Bruxelles, est reçu au Département par un directeur général (101). Il ne manque pas d'assurance et annonce le marché : "la part du commerce belge à la reconstruction de l'Espagne dépend de la date à laquelle interviendra la reconnaissance de Franco comme belligérant".

Avec une prudence et une discrétion absolues, sans rien vouloir concéder, le département entame en juillet 1937 le long chemin qui va conduire à la reconnaissance de Burgos (102). A titre privé d'ailleurs, certains de nos diplomates conservent les relations les plus cordiales avec leurs collègues espagnols qui ont massivement rallié Franco. Le baron Cartier de Marchienne dîne avec le duc d'Albe, qui pourrait s'en étonner ? En décembre 1937, se sentant suffisamment conforté sans doute par les diverses études auxquelles il a fait procéder, Van Zuylen note clairement cette fois à l'intention du ministre : il faut reconnaître Franco (103). Dès lors que ce pas est franchi, il le répétera fréquemment. Songeons que la reconnaissance de Burgos intervient en janvier 1939. Une année entière va s'écouler, une année de pressions, et quelles pressions !

(99) VAN LANGENHOVE, *op.cit.*, p. 301.

(100) Van Langenhove à Everts, Saint Jean de Luz, personnel, confidentiel, 1er mai 1937. M.A.E.B., no. 11.170.

(101) Note du directeur général P ff., 9 juillet 1937.

(102) Un petit exemple démontre bien cette prudence. Un petit industriel belge s'adresse au secteur commercial du ministère des Affaires étrangères le 16 septembre 1937 pour connaître l'adresse du représentant en Belgique de l'Espagne nationaliste. En marge, un premier fonctionnaire indique : "Ceci concerne P". A la direction générale de la Politique, un autre fonctionnaire prépare donc une réponse. Il informe l'industriel qu'il n'y a pas de représentation nationaliste puisque le gouvernement belge n'a pas reconnu Franco. Mais il croit utile de lui signaler l'adresse de l'ancien attaché d'ambassade qui a rallié Franco et demeure en Belgique. Peut-être celui-ci pourra-t-il aider l'industriel ? Mais saisi de scrupules, il interroge : "Peut-on dire cela ?". C'est le chef de Cabinet qui finalement décide de faire *téléphoner* le message, aucune réponse écrite n'étant fournie. M.A.E.B., no. 11.169.

(103) Note Van Zuylen, 6 décembre 1937. M.A.E.B., no. 11.169.

Dès les premiers jours du conflit, le *Pays Réel*, relayé par la suite par d'autres feuilles, avait mis en avant l'importance des biens belges en Espagne (104). Un nom célèbre s'y détachait. Il ne tarde pas à se manifester en effet, mais pour des motifs humanitaires. En décembre 1936, Jacques Solvay demande au ministre de le prévenir à temps au cas où il envisagerait de reconnaître Franco. Il veut, dans cette hypothèse, pouvoir mettre à l'abri son personnel travaillant en zone républicaine (105). Brutalement par contre, des industriels enjoignent le gouvernement de briser avec "les criminels de Valence" (106). Au Parlement l'argumentation économique n'apparaît somme toute qu'assez tard. Carton de Wiart, chef de la droite, mais aussi grand nom de la Société Générale, demande au Cabinet Janson qui sollicite son investiture "d'être pratique" et d'avoir des contacts directs avec Salamanque (107). A ce moment le Département est déjà en possession des données — qu'il n'a pas été aisé de rassembler — sur l'importance et la localisation des avoirs belges en Espagne : Sofina, Sidro, Electrobél, Bell, Solvay..., mais aussi le volume des échanges commerciaux (108). En décembre 1937, l'essentiel se situe encore en zone républicaine (109). Mais des importations essentielles à l'industrie belge, le pyrite, et un important commerce de bananes avec les Canaries sont gravement touchés par l'absence de relations officielles avec Franco.

A l'origine peut-être de la réunion de cette documentation : l'entrée en scène depuis septembre du puissant Comité Central Industriel, la fédération du patronat belge. Il s'est adressé au ministre et reproche au gouvernement de ne pas tenir compte des intérêts considérables de ses compatriotes, à l'opposé d'autres pays. Cela a créé une "réserve froide" envers la Belgique à Burgos. La susceptibilité, compréhensible, de l'Espagne nationaliste doit être ménagée. Autrement les pays concurrents nous devanceront. Et le C.C.I. propose que des consulats nationalistes soient autorisés en Belgique en contre-

(104) *Le Pays Réel*, 21 août 1936.

(105) Jacques Solvay à Spaak, 1er décembre 1936. M.A.E.B., no. 11.170.

(106) Ateliers de construction d'Ensival au M.A.E.B., 19 mars 1937. M.A.E.B., no. 11.169.

(107) A.P.C., 2 décembre 1937.

(108) Notes sur les avoirs belges en Espagne, établies de septembre à décembre 1937. M.A.E.B., no. 11.169.

(109) Sur les avoirs évalués par les sociétés elles-mêmes à ca. 4 milliards de francs, 1,06 est en "zone blanche", 2,5 en "zone rouge". Pour donner un ordre de grandeur, en 1936, la livre sterling valait 108,20 F et le franc suisse 6,7 F.

partie des consulats belges fonctionnant en territoire nationaliste (110). Le président, signataire de la lettre est Charles Graux, membre du Comité Permanent du Parti libéral. Dans les locaux du C.C.I. se constitue un Comité de Défense des Intérêts belges en Espagne. Il saura se montrer très actif.

Un an pratiquement après sa première intervention, le jour de la Noël, Jacques Solvay rencontre le ministre. Le langage est cette fois différent et rejoint celui du C.C.I. Malgré les saisies des biens opérées par les républicains, il ne demande pas de rupture. Mais, à présent que Suisse, Autriche, Hollande et Grande-Bretagne ont organisé des rapports directs avec le général Franco, la Société Solvay exprime sa "ferme conviction que notre politique extérieure s'inspirerait d'un sage et prudent réalisme si, dans un avenir aussi rapproché que possible, le Gouvernement belge décidait d'abandonner... l'attitude d'abstention qu'il a adoptée jusqu'à ce jour à l'égard des autorités de Salamanque" (111). L'exquise politesse de la formule n'exclut pas la fermeté de la requête. Mais au POB, la bataille politique sur ce point fait rage et c'est quelques semaines après, que le ministre déclare : "je n'enverrai pas de représentant à Burgos" (112). De Saint Jean de Luz, Everts affolé interroge personnellement le secrétaire général : le ministre a-t-il réellement déclaré cela ? Le Cabinet autorise Van Langenhove à répondre : "ce qui veut dire évidemment : dans les circonstances actuelles" (113). Et le secrétaire général, qui n'ignore pas le voyage en cours d'industriels belges en Espagne nationaliste ajoute : "Je me plais toutefois à espérer en ce qui me concerne, que cela n'exclut pas le développement progressif de relations de fait en vue de la protection des intérêts économiques réciproques" (114). C'est d'ailleurs lui qui désormais conduit les entretiens — et ils seront nombreux et difficiles — avec le délégué de Burgos, Zulueta, après que celui-ci a fait clairement savoir : pas de relations commerciales sans reconnaissance (115).

(110) Comité Central Industriel Bruxelles à Spaak, 7 septembre 1937. M.A.E.B., no. 11.169.

(111) Jacques Solvay à Spaak, 28 décembre 1937. Aide mémoire de l'entrevue du 24. M.A.E.B., no. 11.170.

(112) Devant le Conseil général du POB, 1er mars 1938.

(113) Everts, Saint Jean de Luz, à Van Langenhove, 2 mars 1938. M.A.E.B., no. 11.169.

(114) Van Langenhove à Everts, 11 mars 1938. M.A.E.B., no. 11.169.

(115) Direction Générale C. entrevue le 3 mai avec le délégué officieux du gouvernement de Burgos, Zulueta. Entrevue Van Langenhove-Zulueta, 6 mai 1938. M.A.E.B., no. 11.169.

C'est plus pour le procédé que la signification que nous relevons la nouvelle offensive du C.C.I. en mai 1938, au moment où se constitue le Cabinet Spaak. L'organisation patronale se livre en effet à un véritable pilonnage du ministre. Entre le 9 et le 19 mai, pas moins de quinze messages l'atteignent, signés de différentes corporations industrielles et commerciales, le Boerenbond y compris (116). Leur texte est identique (117) : en termes véhéments, il réclame la reconnaissance de Burgos. La mission Delcoigne, enquête sur place officieuse — et secrète — sur les intérêts économiques belges, est décidée. A l'été son rapport est doublement positif : importance des biens en cause, ordre régnant dans le territoire nationaliste. Fin octobre, on l'a vu, Spaak rend publique son intention de faire le pas. Mais tout au long du corps à corps du ministre avec son parti, le monde industriel ne relâchera pas sa pression... jusqu'à la note finale du C.C.I., le 10 mars 1939, exigeant, pour vaincre le chômage (!), la reconnaissance *de jure*, acquise d'ailleurs quelques jours après (118).

Au terme de ce parcours extrêmement rapide, peut-on apporter des réponses aux questions soulevées initialement ? Assurément non, tout au plus peut-on en suggérer quelques-unes, qu'un examen plus large devrait pouvoir vérifier. Sans croire à l'originalité de notre propos, il nous paraît que face à la révolution espagnole, les diplomates belges eurent une réaction de caste, sinon de classe, qui opéra comme un filtre dans leur vision des événements. La légitimité républicaine pèse infiniment peu face à cette crispation viscérale. Leurs propos en témoignent, leurs mouvements y succombent parfois. Ainsi saisi de demandes d'interventions humanitaires auprès des autorités nationalistes, Van Zuylen considérera plus facilement que l'absence de relations officielles les rend impossibles, alors même que des contacts économiques viennent d'être pris. Le Cabinet passe outre, avec succès (119). Même Cartier, répercutant les propos du duc d'Albe, met le gouvernement en garde contre l'accueil en Belgique de réfu-

(116) Le *Boerenbond* est l'organisation paysanne catholique flamande qui possède également magasins, machines, coopératives, etc...

(117) M.A.E.B., no. 11.169.

(118) Le C.C.I. à Spaak, 10 mars 1939. M.A.E.B., no. 11.169.

(119) Il s'agit d'une demande de l'Ordre des Avocats du Front Populaire, Madrid, au Bâtonnier de Bruxelles pour sauver un confrère condamné à mort à La Corogne. Le Cabinet fera intervenir Lichtervelde à Lisbonne, qui transmettra une réponse positive. Cfr correspondance juin 1937, M.A.E.B., no. 11.170.

giés espagnols, souvent "des gens sans aveu ou tarés" (120). Quant aux Belges des Brigades emprisonnés que nos consuls généraux à Barcelone et Lorient se sont dépensés sans compter à aider, "nous n'avons pas, note Van Zuylen en marge d'une dépêche de juin 1939, à épuiser notre crédit pour ces gens" (121). Face à cela, le ministre et son Cabinet pratiquent l'action humanitaire la plus active et généreuse, et ce d'autant plus qu'ils s'accrochent à la non-intervention et se rapprochent de la reconnaissance de Burgos. Ainsi, Spaak a atténué le choc de l'affaire de Borchgraeve. Dans la débâcle finale, la Belgique sera la seule à apporter en France même une aide aux réfugiés. Dans la logique de sa volonté de participation au pouvoir, il faut constater que Spaak fit contrepoids à son administration et, volontairement ou contraint, résista étonnamment longtemps aux pressions énormes qui s'exerçaient sur lui.

Aussi le problème à nos yeux n'est-il pas Burgos mais bien la participation gouvernementale. Dans le contexte belge et international de l'époque, la conjonction des forces mises en branle rendait la reconnaissance inévitable à tout gouvernement. La question qui demeure est évidemment : pourquoi avoir tenu sur Burgos et être tombé sur le linguistique...

CONCLUSIONS (?)

Il serait évidemment incongru de tirer des conclusions de ce panorama disparate. Chacun des aspects abordés est à peine ébauché et beaucoup font défaut : toute la problématique des Brigades Internationales, la campagne de soutien à l'Espagne républicaine, le mouvement réel des relations économiques avec la péninsule et ses implications politiques, toute l'attitude belge au Comité de non-intervention à Londres. Aujourd'hui des progrès décisifs peuvent enfin être accomplis dans ces directions grâce à l'ouverture des archives du ministère des Affaires étrangères. Si ces pages peuvent y inciter et favoriser l'accès à des sources nouvelles, elles auront atteint leur but.

José Gotovitch, 52, rue H. Maubel, 1190 Bruxelles

(120) Cartier, Londres, à Le Ghait, Bruxelles, 4 mars 1939. M.A.E.B., no. 11.169.

(121) Mention manuscrite de Van Zuylen sur une dépêche de l'ambassadeur de Belgique, San Sebastien, au ministre, Bruxelles, 27 juin 1939. M.A.E.B., no. 10.059.